

Réunion mondiale du Forum politique pour le développement
Session sur l'environnement porteur (EP)

20 mars 2018 (14h15-16h30)

Titre de la session : Comment relever de nouveaux défis : appliquer l'approche multi-parties prenantes pour améliorer l'environnement propice à la coopération au développement inclusive.

Objectifs :

Encourager la poursuite du travail réalisé par de multiples parties prenantes pour analyser les conditions qui optimisent leur contribution au développement.

Résultats attendus :

- Mieux comprendre l'EP via l'échange d'expériences et de points de vue sur les défis et les opportunités des parties prenantes en ce qui concerne l'espace démocratique dans chaque région et présenter des propositions concrètes pour élargir cet espace, notamment à travers des dispositifs de participation citoyenne.
- Identifier les principaux défis et opportunités pour l'action extérieure de l'UE afin de contribuer à l'amélioration de l'EP par le biais d'une société civile et de gouvernements locaux responsabilisés.

Contexte :

Un environnement porteur (EP) est l'ensemble des conditions à réunir pour permettre aux organisations de la société civile (OSC) et aux autorités locales (AL) de s'engager dans la coopération au développement et de jouer leur rôle en tant qu'acteurs actifs, efficaces et nécessaires du développement. L'Agenda 2030 et le nouveau Consensus européen pour le développement reconnaissent la société civile et les autorités locales comme des partenaires clés dans la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). Pour que ces acteurs puissent pleinement jouer leur rôle, il est nécessaire que des cadres juridiques, réglementaires et politiques de base, ainsi que des facteurs politiques, socioculturels et économiques, soient en place.

L'évaluation de l'environnement propice au développement durable est un thème important abordé régulièrement par le FPD, d'autant que l'espace démocratique dédié au dialogue et à l'action semble se réduire dans de nombreux endroits. En tant que forum multi-parties prenantes, le FPD a fait évoluer son cadre de discussion afin d'évaluer le contexte de la participation des citoyens au développement durable, reconnaissant la démocratie locale comme l'un des principaux leviers.

Le débat portera essentiellement sur les défis de chaque circonscription et sur la contribution que l'action extérieure de l'UE peut apporter pour faire de l'EP un environnement dans lequel les acteurs du développement peuvent jouer leur rôle de manière libre, efficace, démocratique et responsable.

Les réflexions menées par le FPD sur l'EP témoignent de l'engagement et de la volonté de l'ensemble des circonscriptions et des partenaires d'améliorer le contexte politique, de gouvernance et économique. Au cours de la session, les participants chercheront à déterminer dans quelle mesure les circonscriptions du FPD peuvent contribuer à cette évolution positive, comment les OSC peuvent renforcer le caractère démocratique de la gouvernance publique, comment les gouvernements locaux peuvent améliorer la participation de la société civile et comment les acteurs du secteur privé peuvent contribuer à ces deux aspects. Ils examineront également dans quelle mesure l'action extérieure de l'UE peut soutenir les partenariats multi-parties prenantes efficaces et inclusifs dans les pays partenaires, et aider les circonscriptions du FPD à renforcer leur rôle dans le développement.

Méthodologie :

- table ronde composée de 4 orateurs durant laquelle certaines des recommandations communes formulées sur l'EP lors des réunions régionales du FPD seront brièvement évoquées ;
- interventions supplémentaires de la part des participants ;
- conclusion de la session.

Questions possibles :

- Le contexte de gouvernance est-il efficace et propice au développement de la participation démocratique ? (Niveau de l'État de droit, efficacité de l'État, transparence totale et responsabilité à l'égard des priorités, stratégies, plans et actions en matière de développement)
- Quels enseignements peut-on tirer de l'expérience des différentes parties prenantes concernant l'environnement porteur ? Dans quelle mesure les positions et les actions de plaidoyer des OSC peuvent-elles influencer les politiques de coopération au développement ?
- Comment les délégations de l'UE garantissent-elles une approche inclusive de la coopération au développement dans les pays partenaires ?
- Comment l'UE peut-elle exercer une influence et éventuellement inverser la tendance au rétrécissement de la marge de manœuvre des OSC dans les pays tiers ?
- Quelles sont les autres mesures à prendre au niveau de l'EP pour favoriser les partenariats contribuant au développement durable ?